

Préscription des actions en restitution de taxes
de transport

Loi 18.11.42 (J.O. 6. 6.43)

Préscription des actions en restitution de taxes de transport

du 3 juin 1943

LOI n° 1.000 du 1^{er} novembre 1942
relative à la prescription des actions
en restitution des taxes de transports

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le Conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er - Le deuxième alinéa de l'article 108 du code de commerce, modifié par le décret du 30 octobre 1935 relatif à la prescription des actions en restitution de taxes de transports, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Toutes les autres actions auxquelles ce contrat peut donner lieu, tant contre le voiturier ou le commissionnaire que contre l'expéditeur ou le destinataire, aussi bien que celles qui naissent des dispositions de l'article 541 du code de procédure civile, sont prescrites dans le délai d'un an".

Art. 2 - L'article 2 du décret du 30 octobre 1935 visé à l'article précédent est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les prescriptions commencées à la date de la publication de la présente loi seront réglées conformément au texte antérieurement en vigueur.

"Toutefois, les prescriptions qui, d'après ce texte, comporteraient un délai de plus d'un an à compter de la même date, seront accomplies par cette durée d'un an".

Art. 3 - Aucune demande en redressement de taxe perçue à l'occasion d'un transport par fer ne sera admise si le montant de l'erreur ne dépasse pas 5 fr par titre de perception, sauf dans le cas d'erreurs répétées portant sur des remises identiques (même marchandise, même relation) et ayant la même origine (distance, barème, taxe accessoire...), lorsque le total de ces erreurs est supérieur à 5 fr.

Art. 4 - Les dispositions des articles 1er et 2 ci-dessus auront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Art. 5 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 18 novembre 1942.

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :
(suivent les signatures des Ministres et Secréétaires d'Etat intéressés).